

01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901

Information
sur le marché
du travail



EMPLOI-QUÉBEC

LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC

PERSPECTIVES
À LONG TERME
2012-2021

JUIN 2012



Québec 



Ce document a été préparé par la Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec.

Travaux d'économétrie

Lassad Damak

Youssef Hajoui

Graphiques et tableaux

André Grenier

Édition

Direction des communications

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec, 2012

ISBN 978-2-550-60607-9 (PDF)

© Gouvernement du Québec

0123456789012345
1234567890123456
2345678901234567
3456789012345678
4567890123456789
5678901234567890
6789012345678901
7890123456789012
8901234567890123
9012345678901234
0123456789012345
1234567890123456
2345678901234567
3456789012345678
4567890123456789
5678901234567890
6789012345678901
7890123456789012
8901234567890123
9012345678901234
0123456789012345
1234567890123456
2345678901234567
3456789012345678
4567890123456789
5678901234567890
6789012345678901
7890123456789012
8901234567890123
9012345678901234
0123456789012345
1234567890123456
2345678901234567

PRÉFACE

La présente étude, *Le marché du travail au Québec – Perspectives à long terme 2012-2021*, est le résultat d'un septième exercice de prévision à long terme. Dans un premier temps, l'étude décrit, sur un horizon de dix ans, les projections relatives à la population, à la population active, au chômage et à l'emploi au Québec. Dans un deuxième temps, elle aborde l'évolution prévue de l'emploi selon les secteurs d'activité économique. Dans un troisième temps, on y expose, en considérant le même horizon temporel, les perspectives d'emploi selon les niveaux et les domaines de compétence professionnelle. L'étude explore aussi la dimension régionale des perspectives du marché du travail. Enfin, elle traite des besoins de main-d'œuvre liés au remplacement des personnes qui se retireront du marché du travail et jette un regard sur l'offre future de main-d'œuvre.

Dalil Maschino

Directeur de l'analyse et de l'information sur le marché du travail

PRINCIPAUX CONSTATS

- Les perspectives à long terme (2012-2021) du marché du travail au Québec donnent un aperçu de l'évolution de l'emploi au Québec au cours des prochaines années.
- Ces perspectives se basent sur les prévisions de croissance à long terme de l'économie québécoise et sur l'évolution démographique prévue (voir en page 40 le résumé de la méthodologie utilisée par Emploi-Québec).
- On prévoit que près de 1,4 million d'emplois seront à pourvoir d'ici à 2021 au Québec :
 - ◆ 20 % de ces emplois, soit 264 000, viendront de la croissance économique (création nette d'emplois);
 - ◆ 80 %, soit 1,1 million d'emplois, résulteront du remplacement des personnes qui prendront leur retraite au cours de cette période.
- Il y aura ainsi d'importantes possibilités d'emploi au Québec au cours des prochaines années pour les personnes qui souhaitent intégrer le marché du travail. Et la main-d'œuvre qui entrera sur le marché du travail sera suffisante pour répondre à la demande. En effet, entre 2011 et 2021 :
 - ◆ les jeunes ayant actuellement entre 5 et 24 ans, et qui auront entre 15 et 34 ans en 2021, occuperont 56 % des emplois à pourvoir;
 - ◆ l'immigration au Québec d'ici 2021 fournira 17 % de la main-d'œuvre;
 - ◆ la hausse du taux d'activité chez les 15 à 64 ans et chez les 65 ans et plus permettra de combler respectivement 12 % et 7 % des besoins;
 - ◆ la baisse du chômage ramènera au travail une main-d'œuvre qui sera à même d'occuper 7 % des emplois à pourvoir.
- C'est donc dire qu'il n'y aura pas de pénurie généralisée de main-d'œuvre d'ici 2021 (d'ailleurs, on dénombrera encore environ 235 000 chômeurs au Québec en 2021). Cependant, des professions, des secteurs et des régions pourraient souffrir davantage que d'autres d'un manque de main-d'œuvre.
- En effet, en 2021, compte tenu d'un taux de chômage qui devrait se situer à 5,3 %, taux le plus bas observé depuis 1967 et qui s'approche de ce que les économistes appellent « taux de chômage de plein emploi », la main-d'œuvre se fera plus rare. Cette situation devrait favoriser les jeunes diplômées et diplômés, les chômeuses et chômeurs, les travailleuses et travailleurs plus âgés désirant demeurer actifs et les personnes immigrantes qui veulent intégrer le marché du travail.
- Si les emplois hautement qualifiés (exigeant une formation universitaire ou une formation technique) sont ceux qui connaîtront la plus forte croissance au cours des prochaines années, les départs massifs à la retraite, ainsi que les exigences de la mobilité professionnelle créeront des besoins de main-d'œuvre dans la plupart des métiers et professions et pour tous les niveaux de compétence.
- La demande de certains produits ou services diminuera, alors qu'on observera plutôt une hausse de la demande dans le cas notamment des services professionnels, des services de santé et de l'assistance sociale. La croissance se concentrera d'ailleurs dans le secteur des services, où seront créés 95 % des 264 000 emplois.

- 39 % des emplois qui seront créés d'ici 2021, soit 103 000 sur 264 000, exigeront une formation professionnelle (secondaire) ou technique (collégiale). Quant aux emplois exigeant une formation universitaire, ils constitueront 38 % des nouveaux emplois (99 000).
- Les avancées technologiques découlant de l'innovation et le déplacement de l'activité économique de certaines industries vers d'autres rendront certaines compétences moins utiles, alors que de nouvelles compétences émergeront. La faculté d'adaptation devient donc primordiale, autant pour les travailleurs que pour les employeurs, puisque c'est dans la mesure où ils parviendront à s'adapter rapidement et efficacement à un environnement en constant changement qu'ils assureront leur avenir.
- Ainsi, l'adéquation constante entre la formation, ou les compétences professionnelles, et les besoins des employeurs pose un défi majeur, mais il n'est pas le seul. Les employeurs doivent aussi relever le défi d'attirer, de retenir et d'employer de manière optimale leur main-d'œuvre; ils devront investir davantage dans leurs ressources humaines, en particulier dans la formation de leur personnel. Quant aux travailleuses et aux travailleurs, ils devront faire le nécessaire pour mettre à jour leurs compétences s'ils ne veulent pas être déclassés.
- Bien que la responsabilité première revienne aux entreprises et aux travailleuses et travailleurs, les pouvoirs publics ont aussi un rôle à jouer pour favoriser le meilleur fonctionnement possible du marché du travail ainsi que l'adéquation entre les aspirations de la main-d'œuvre et les besoins des employeurs. À cet égard, le rôle d'Emploi-Québec à titre de service public d'emploi consiste à accompagner cette adaptation, par exemple en fournissant :
 - ◆ la meilleure information possible sur le marché du travail afin d'aider les acteurs concernés à prendre des décisions judicieuses (ex. : choix de carrière);
 - ◆ du soutien à la recherche d'emploi, par le service universel de placement en ligne ou par une aide adaptée et personnalisée en cette matière;
 - ◆ des services spécialisés tant aux personnes (ex. : soutien à l'acquisition de compétences par la formation) qu'aux entreprises (ex. : soutien à la formation de la main-d'œuvre en emploi).

TABLE DES MATIÈRES

■	LES FONDEMENTS DU SCÉNARIO À LONG TERME	8
■	LES PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2012 À 2021	10
■	LES PERSPECTIVES D'EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	16
◆	LE SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS	16
◆	LE SECTEUR DES SERVICES	17
■	LES PERSPECTIVES D'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE	19
◆	LES DOMAINES DE COMPÉTENCE	19
◆	LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE	22
■	LA DEMANDE DE REMPLACEMENT	25
■	LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS	27
■	L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE	29
■	TABLEAUX	32
■	MÉTHODOLOGIE DES PRÉVISIONS D'EMPLOI À EMPLOI-QUÉBEC	40
■	RÉFÉRENCES	43

LISTE DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX

GRAPHIQUE 1.1	Variation annuelle de la population de 2011 à 2021	10
GRAPHIQUE 1.2	Variation annuelle de l'emploi et de la population active de 2011 à 2021	11
GRAPHIQUE 1.3	Taux d'activité des personnes de 15 à 64 ans selon le pays en 2011	12
GRAPHIQUE 1.4	Taux d'activité de 2011 à 2021	13
GRAPHIQUE 1.5	Taux d'emploi de 2011 à 2021	13
GRAPHIQUE 1.6	Chômage de 2011 à 2021	14
GRAPHIQUE 1.7	Taux de chômage de 1976 à 2021	15
GRAPHIQUE 2.1	Variation annuelle moyenne de l'emploi par secteur d'activité de 2011 à 2021	16
GRAPHIQUE 2.2	Variation du nombre d'emplois par secteur d'activité de 2011 à 2021	18
GRAPHIQUE 3.1	Répartition de l'emploi selon les domaines de compétence en 2011	20
GRAPHIQUE 3.2	Variation annuelle moyenne de l'emploi selon les domaines de compétence de 2011 à 2021	21
GRAPHIQUE 3.3	Variation du nombre d'emplois selon les domaines de compétence de 2011 à 2021	22
GRAPHIQUE 3.4	Répartition de l'emploi selon les niveaux de compétence en 2011	23
GRAPHIQUE 3.5	Variation annuelle moyenne de l'emploi selon les niveaux de compétence de 2011 à 2021	23
GRAPHIQUE 3.6	Variation du nombre d'emplois selon les niveaux de compétence de 2011 à 2021	24
GRAPHIQUE 4	Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime des rentes du Québec	25
GRAPHIQUE 5.1	Croissance annuelle moyenne de la population active et de l'emploi au Québec et dans les régions de 2011 à 2021	27
GRAPHIQUE 5.2	Taux de chômage québécois et régional en 2011 et 2021	28
GRAPHIQUE 6.1	Population de 15 à 19 ans pour 100 personnes de 60 à 64 ans de 2001 à 2021	29
GRAPHIQUE 6.2	Provenance de l'offre de main-d'œuvre au cours des années 2012 à 2021	30
TABLEAU 1	Le marché du travail au Québec de 2009 à 2021	32
TABLEAU 2	Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 2009 à 2021	34
TABLEAU 3	L'emploi par secteur d'activité de 2009 à 2021 (milliers)	36
TABLEAU 4.1	L'emploi selon les domaines de compétence	38
TABLEAU 4.2	L'emploi selon les niveaux de compétence	39
TABLEAU 5	Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime de rentes du Québec	39

LES FONDEMENTS DU SCÉNARIO À LONG TERME

Le présent scénario, qui porte sur un horizon de dix ans, a été élaboré à l'aide des outils économétriques utilisés par les analystes du marché du travail de la Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec pour tracer les perspectives à moyen terme (horizon de cinq ans). La prévision d'emploi par industrie s'appuie sur un scénario macroéconomique à long terme établi pour le Québec en 2012 par le Conference Board du Canada. Cet outil permet à Emploi-Québec d'estimer ce que réserve l'avenir quant à la production, à la productivité du travail et à l'emploi par industrie. Pour les années 2012 à 2016, ces estimations ont été harmonisées avec celles des perspectives à moyen terme¹. Le scénario du Conference Board prévoit que la croissance économique diminuera dans la seconde moitié de la décennie en raison du ralentissement démographique attendu.

La population future de 15 ans ou plus et celle de 15 à 64 ans ont été calculées en appliquant aux estimations de ces populations pour 2011 (Enquête sur la population active de Statistique Canada) les pourcentages de variation annuelle, pour les années de prévision, du scénario de référence des perspectives démographiques établi en 2009 par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)².

Pour l'estimation du taux d'activité, les analystes ont tenu compte de l'évolution passée de ce taux par groupe d'âge quinquennal³ au Québec, en Ontario et au Canada, en examinant la tendance à la convergence entre les taux observés au Québec et ceux de la province voisine et de l'ensemble du pays. Les taux d'activité de la population de 15 à 64 ans de différents pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont également été considérés. Selon l'hypothèse retenue, la rareté plus marquée de la main-d'œuvre générée par le ralentissement démographique se traduira par une augmentation graduelle du taux d'activité. Les analystes d'Emploi-Québec ont constaté l'existence d'un seuil que les pays les plus avancés franchissent difficilement et qui correspond à un taux d'activité de 80 % de la population de 15 à 64 ans⁴.

Quant à l'emploi selon les professions, il dépend, d'une part, de l'évolution de l'emploi dans les industries où elles sont exercées et, d'autre part, de l'évolution de la proportion des emplois occupés dans chaque industrie par rapport à une profession donnée.

1. Pour de l'information sur les perspectives à moyen terme, voir : Emploi-Québec, *Le marché du travail et l'emploi par industrie au Québec 2012-2016*, Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail, Montréal, mai 2012.
2. Pour plus de détails sur le scénario de référence, voir : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2006-2056*, édition 2009, scénario A.
3. Les groupes d'âge quinquennaux vont de 15 à 19 ans jusqu'à 65 à 69 ans. A aussi été considéré le taux d'activité de la population de 70 ans ou plus.
4. En 2011, l'Islande (85,5 %), la Suisse (82,2 %) et la Suède (80,3 %) étaient les seuls pays de l'OCDE dont le taux d'activité dépassait 80 %, encore qu'en Islande et en Suède, ce taux soit plutôt calculé par rapport à la population de 16 à 64 ans.
Source : Organisation de coopération et de développement économiques, *OECD StatExtracts*, stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=LFS_D.

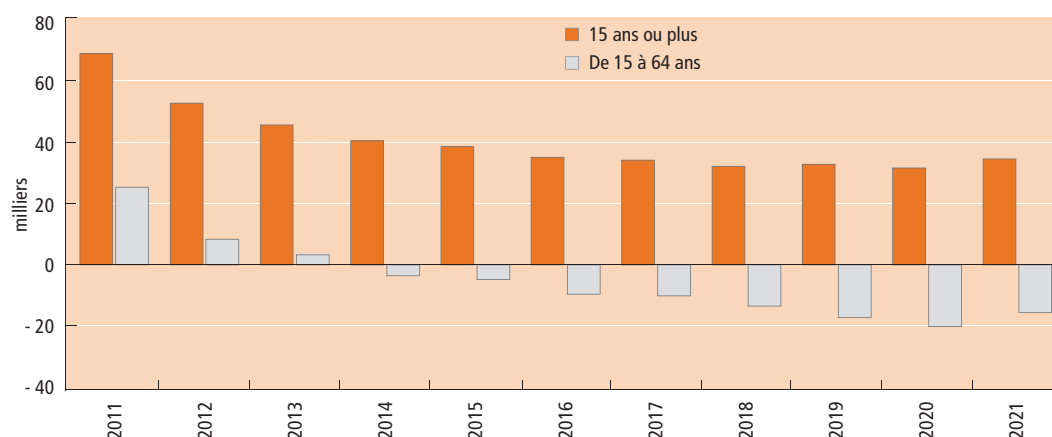
Mise en garde

Les perspectives exposées ici reposent sur les tendances structurelles de l'économie québécoise ainsi que sur un grand nombre d'hypothèses, toutes vraisemblables, mais qui ne se confirmeront sans doute pas toutes au cours des années qui viennent. Le dollar canadien, qui valait à peine plus de 0,60 \$ US en 2002, a vu sa valeur rejoindre celle de la devise américaine au cours des dernières années. Les conséquences d'une telle appréciation n'auraient pas pu être appréhendées à l'époque. En 2008 et 2009, la planète a connu la plus importante récession de l'après-guerre, et l'économie américaine tarde à reprendre son rythme de croisière. Il est difficile de mesurer quelles en seront les conséquences à moyen et à long terme pour le marché du travail québécois. Dans un contexte où les scénarios des prévisionnistes changent régulièrement, les perspectives présentées ici comportent une marge d'incertitude. Cependant, au-delà des phénomènes conjoncturels, certains facteurs structurels, notamment l'évolution démographique, seront bien plus déterminants pour décrire ce que sera le marché du travail dans dix ans.

LES PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2012 À 2021

L'évolution démographique, notamment celle de la population en âge de travailler, aura au cours des prochaines années une importance prépondérante sur la capacité du marché du travail québécois de créer des emplois. Le Québec a connu, de l'immédiat après-guerre jusqu'au milieu des années 1960, un sursaut démographique de grande ampleur, suivi d'une forte chute de la natalité. Les premiers bébé-boumeurs et bébé-boumeuses célèbrent en 2012 leur 66^e anniversaire de naissance et plusieurs ont déjà pris leur retraite. Au cours des prochaines années, ils seront de plus en plus nombreux à se retirer du marché du travail. En même temps, la croissance de la population de 15 ans ou plus ralentit, sa progression devant diminuer de moitié entre 2011 et 2021. Quant à la population de 15 à 64 ans, qui fournit encore aujourd'hui l'essentiel de la main-d'œuvre, elle aura bientôt fini de croître et amorcera son déclin en 2014, selon le scénario de référence de l'ISQ.

GRAPHIQUE 1.1 **Variation annuelle de la population de 2011 à 2021**



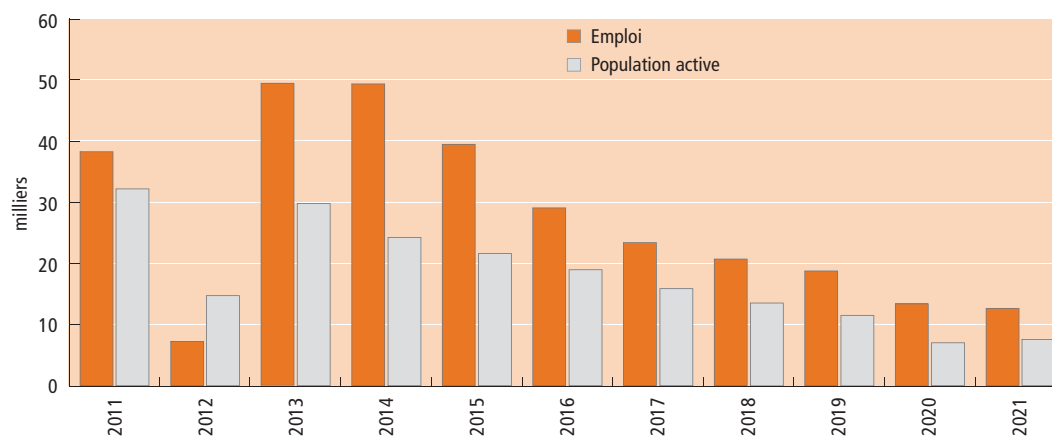
Source : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques, scénario de référence*, 2009. Compilation, Emploi-Québec.

Au cours des dix dernières années, le nombre d'emplois s'est accru de 513 000. En revanche, sous l'effet du ralentissement démographique, la croissance prévue de l'emploi pendant les dix prochaines années sera deux fois plus modeste et elle devrait se limiter à la création de 264 000 postes. Le nombre d'emplois s'élèvera à 4 218 000 en 2021. De 2013 à 2015, la création d'emplois sera stimulée par la récupération des emplois perdus pendant la récession. Par la suite, la rareté de la main-d'œuvre se fera davantage sentir et freinera la croissance de l'emploi. Au cours des cinq premières années, soit d'ici 2016, un gain de 175 000 emplois est prévu. Seulement 89 000 emplois devraient s'ajouter entre 2016 et 2021. Jusqu'en 2016, le taux de croissance moyen de l'emploi sera de 0,9 % par année tandis que la population devrait croître de 0,6 %. Par la suite, l'emploi devrait croître de 0,4 % et la population, de 0,5 %.

Les personnes âgées viendront à la rescousse : en 2021, près de 100 000 emplois de plus qu'en 2011 seront occupés par des personnes de 65 ans ou plus. L'emploi de ces dernières a plus que triplé depuis 2000, passant de 28 000 à 98 000 postes, et la tendance devrait prendre de l'ampleur en raison de l'arrivée des bébé-boumeurs et des bébé-boumeuses dans ce groupe. Plus du tiers de la croissance de l'emploi sera attribuable au maintien ou au retour en emploi des personnes

de 65 ans ou plus. Malgré leur contribution, le marché du travail québécois approchera, en 2021, de la limite de sa capacité à accroître l'emploi, et ce, par manque de main-d'œuvre disponible. Il sera alors plus difficile de pourvoir les postes offerts.

GRAPHIQUE 1.2 **Variation annuelle de l'emploi et de la population active de 2011 à 2021**



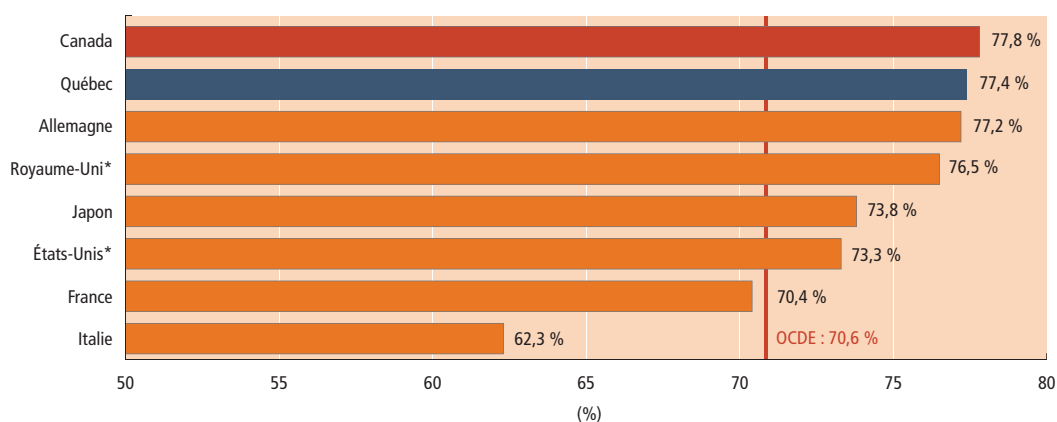
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2021.

La population active⁵ croîtra, elle aussi, de plus en plus lentement avec le temps. Le scénario d'Emploi-Québec prévoit que 198 000 personnes s'y ajouteront d'ici 2021 (contre 514 000 au cours des dix dernières années), ce qui la portera à 4 452 000. Au cours des cinq prochaines années, l'arrivée de 110 000 personnes est attendue sur le marché du travail, puis cet apport baissera à 56 000 au cours des cinq années suivantes. Le déclin de la population de 15 à 64 ans, prévu à partir de 2014, se traduira par une diminution de 95 000 personnes dans ce groupe d'âge jusqu'en 2021. Malgré l'augmentation attendue du taux d'activité de ce groupe, la population active de moins de 65 ans devrait amorcer son déclin en 2020. La présence accrue des aînés et des aînées sur le marché du travail sera tout juste suffisante pour compenser la diminution de la population active de moins de 65 ans.

5. La population active est la population civile de 15 ans ou plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements) qui, durant la semaine de référence de l'enquête, occupait un emploi ou était en chômage. Source : Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active 2011*, p. 17

Le taux d'activité⁶ de la population québécoise de 15 à 64 ans, qui était de 77,4 % en 2011, se trouvait déjà parmi les plus élevés des pays industrialisés. Seul le Canada, parmi les pays du G7⁷, enregistrait alors un taux d'activité plus élevé que celui du Québec chez la population de ce groupe d'âge⁸. Le taux moyen des pays de l'OCDE était de 70,6 %. Le taux d'activité québécois, qui a atteint un sommet l'an dernier, devrait poursuivre sa progression pour culminer à 80 % en 2021. La participation des 15 à 64 ans au marché du travail aura alors sans doute atteint son taux maximal.

GRAPHIQUE 1.3 Taux d'activité des personnes de 15 à 64 ans selon le pays en 2011 à 2021



Source : Organisation de coopération et de développement économiques, *OECD StatExtracts*, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

* Pour le Royaume-Uni et les États-Unis, personnes de 16 à 64 ans.

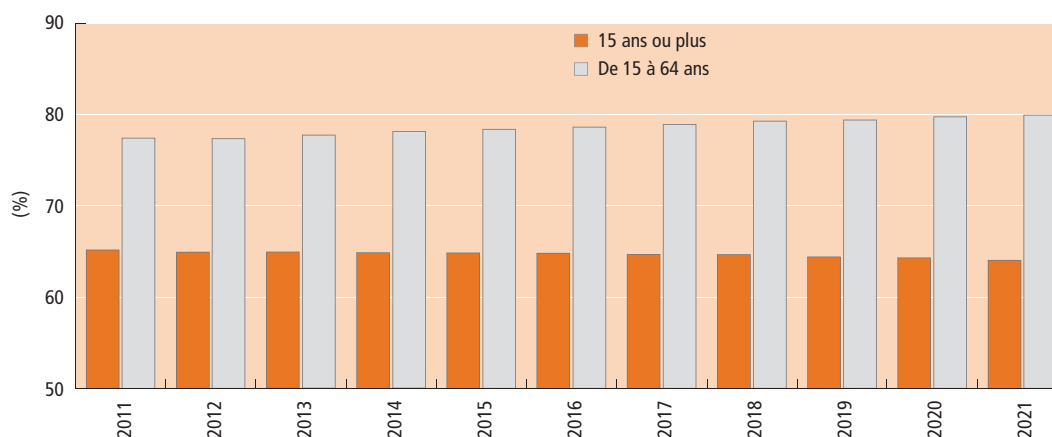
Le poids grandissant de la population de plus de 65 ans, peu présente sur le marché du travail, occasionnera un lent repli du taux d'activité de la population de 15 ans ou plus (65,2 % en 2011), qui ramènera ce taux à 64 % en 2021.

6. Le taux d'activité correspond au pourcentage de la population active totale par rapport à l'ensemble de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'activité pour un groupe donné correspond au pourcentage de la population active dans ce groupe par rapport à l'effectif total de ce groupe. **Source :** Statistique Canada, *ibid.*, p. 19.

7. Le G7 est composé des pays suivants : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada.

8. Organisation de coopération et de développement économiques, *op. cit.*; Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

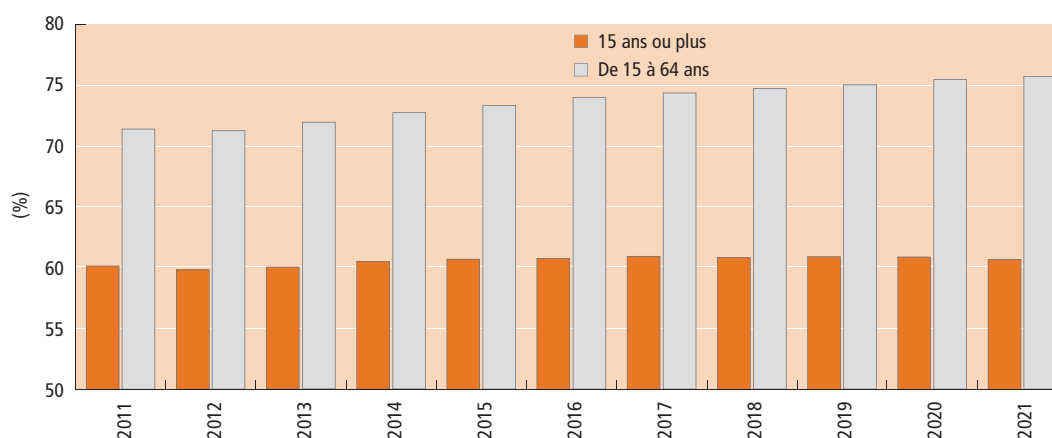
GRAPHIQUE 1.4 Taux d'activité de 2011 à 2021



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2021.

Le taux d'emploi⁹ avait touché un sommet de 61 % en 2008, pour se replier à la suite de la récession. Il était de 60,1 % en 2011 et devrait reculer légèrement cette année avant de recommencer à augmenter au cours des quatre années suivantes. Ce taux plafonnera à 60,9 % de 2017 à 2019 avant d'amorcer son déclin en 2020. Le taux d'emploi des 15 à 64 ans, qui était de 71,4 % en 2011, poursuivra sa progression jusqu'à la fin de la période pour s'élever à 75,7 % en 2021.

GRAPHIQUE 1.5 Taux d'emploi de 2011 à 2021

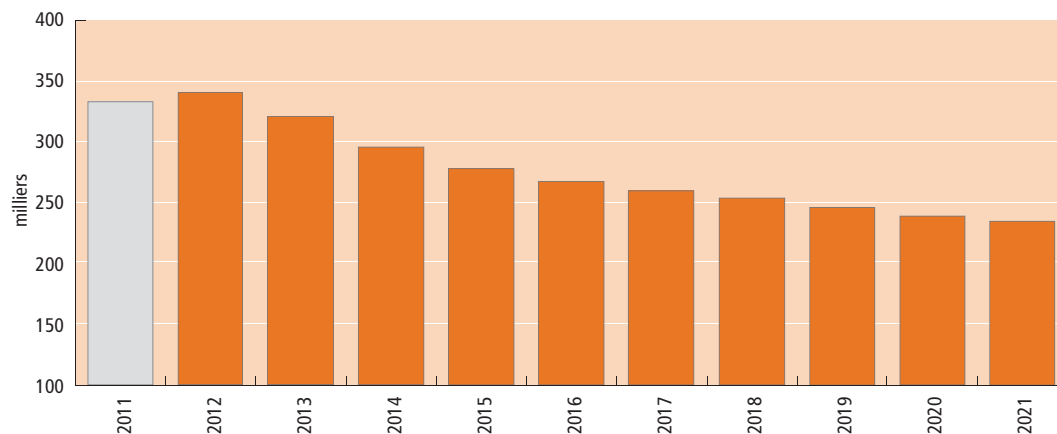


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2021.

9. Le taux d'emploi correspond au nombre de personnes occupées, exprimé en pourcentage de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'emploi d'un groupe particulier correspond au nombre de personnes occupées dans ce groupe, exprimé en pourcentage de l'effectif de ce groupe. Source : Statistique Canada, *ibid.*, p. 19.

La croissance plus importante de l'emploi que de la population active entraînera une baisse du chômage¹⁰. Le nombre de chômeuses et de chômeurs a poursuivi en 2011 le repli amorcé en 2010. En dépit d'une légère hausse prévue cette année, il devrait fondre de 98 000 en dix ans, ce qui le portera à 234 000 en 2021.

GRAPHIQUE 1.6 Chômage de 2011 à 2021

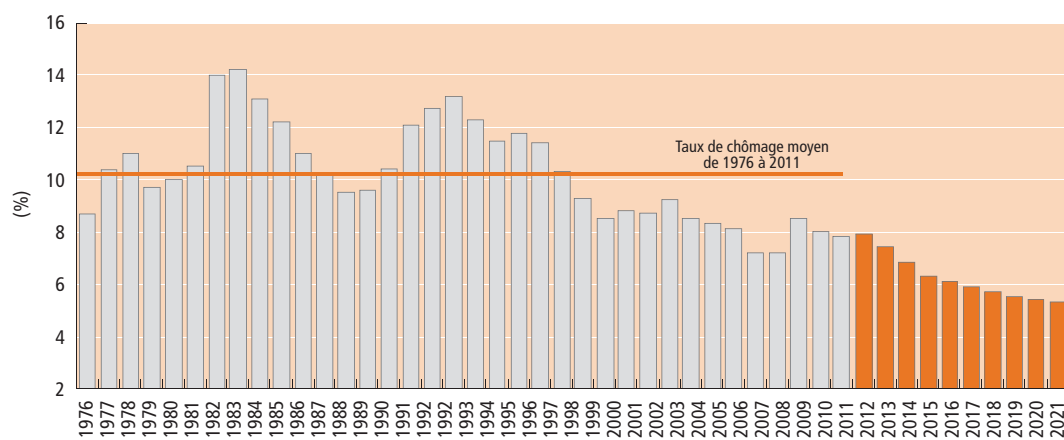


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2021.

Le taux de chômage avait atteint, à 7,2 % en 2007 et 2008, son niveau le plus bas depuis 1974. La récession l'a fait remonter à 8,5 % en 2009. Il a vite renoué avec la tendance baissière observée depuis la fin des années 1990 pour descendre à 7,8 % en 2011. Il devrait glisser sous le seuil des 7 % en 2014 et reculer jusqu'à 5,3 % en 2021. Ce sera le taux de chômage le plus bas observé depuis 1967. Il deviendra alors de plus en plus difficile de réduire le chômage, lequel sera surtout de courte durée et attribuable au temps nécessaire pour apparier les compétences des personnes disponibles aux besoins de main-d'œuvre.

10. Les chômeurs et chômeuses sont les personnes qui, durant la semaine de référence de l'enquête, étaient disponibles pour travailler et avaient été mises à pied temporairement, avaient cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes ou devaient commencer un emploi au cours des quatre semaines suivantes. Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs et de chômeuses, exprimé en pourcentage de la population active. Source : Statistique Canada, *ibid.*, p. 7-8, 19.

GRAPHIQUE 1.7 Taux de chômage de 1976 à 2021



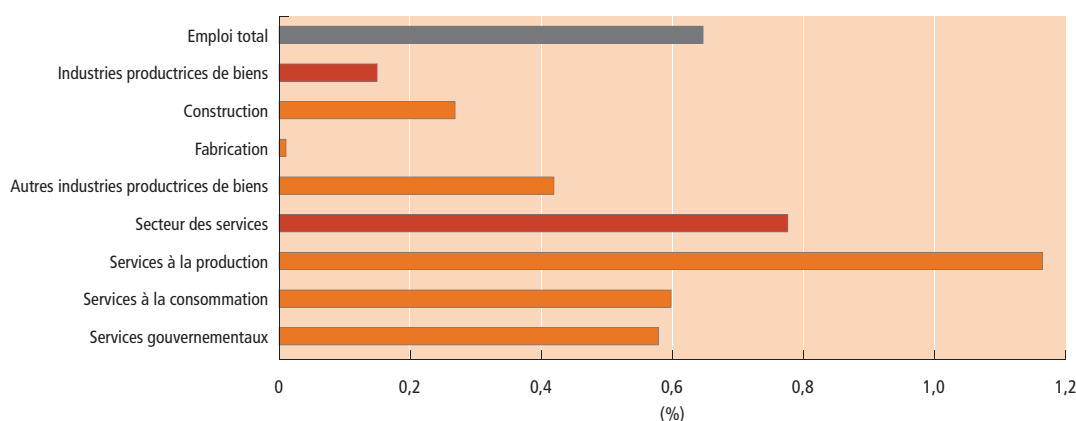
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2021.

LES PERSPECTIVES D'EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

La croissance de l'emploi se concentrera dans le secteur des services, où il progressera en moyenne de 0,8 % par année d'ici 2021. Sa progression moyenne ne sera que de 0,1 % dans le secteur de la production de biens. Pour cette dernière, la récupération d'une partie des emplois perdus pendant la récession fera augmenter de 10 000 le nombre d'emplois entre 2011 et 2016, et de seulement 2 000 par la suite. Dans le secteur des services, 164 000 emplois se créeront au cours des cinq prochaines années, puis 87 000 dans les cinq années suivantes.

Rappelons que, depuis 1976, l'emploi total a augmenté de 55 % et celui du secteur des services, de 88 %. En revanche, la production de biens a perdu 47 000 emplois (-5 %) malgré les gains observés dans les secteurs de la construction et des services publics.

GRAPHIQUE 2.1 **Variation annuelle moyenne de l'emploi par secteur d'activité de 2011 à 2021**



Source : estimations d'Emploi-Québec.

LE SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS

La fabrication, qui a perdu 163 000 emplois depuis 2002, renouera timidement avec la croissance en 2013, notamment sous l'effet de la récupération d'emplois perdus pendant la dernière récession. Cette progression se maintiendra jusqu'à la fin de la décennie avant de faire place à une lente érosion. Au total, en 2021, le nombre d'emplois sera revenu à son niveau de 2011. C'est la fabrication de biens durables qui s'en tirera le mieux, enregistrant un gain de 10 000 emplois. L'emploi sera en hausse notamment dans la fabrication de matériel de transport, la fabrication de produits métalliques et celle de machines, tandis que les industries des produits en bois, du meuble et de la première transformation des métaux continueront de voir leur emploi reculer. Du côté de la fabrication de biens non durables, le nombre d'emplois reculera de 9 000 malgré les bons résultats attendus dans l'industrie des aliments et des boissons. Les pertes viendront des industries des vêtements et des produits en cuir, des usines de textiles et de produits textiles, de la fabrication du papier ainsi que de l'impression.

L'industrie de la construction continuera de bénéficier pendant plusieurs années de la hausse prévue des dépenses dans les infrastructures publiques (construction et réfection d'établissements scolaires et de santé, construction et réfection du réseau routier, du réseau

d'aqueduc et d'égouts) et des investissements dans la production et le transport d'énergie et dans les mines, qui feront plus que compenser le ralentissement de la construction d'habitations, poussant l'emploi à des niveaux historiques. L'emploi devrait toutefois plafonner en 2017 et entreprendre un repli par la suite, ce qui laissera tout de même un gain net de 7 000 postes d'ici 2021.

Pendant ce temps, le nombre d'emplois augmentera de 5 000 dans les autres industries productrices de biens¹¹. On peut s'attendre à une légère progression de l'emploi dans les services publics en raison, notamment, des projets annoncés dans le domaine de la production hydroélectrique et éolienne. D'un autre côté, le retour à des niveaux élevés de la valeur des métaux au lendemain de la récession et la forte activité observée en exploration minière au cours des dernières années contribueront à la production et à l'emploi dans les mines, alors que la reprise économique stabilisera la main-d'œuvre en forêt. Cependant, les problèmes de relèvement devraient se traduire par une diminution de la main-d'œuvre agricole.

LE SECTEUR DES SERVICES

Dans le secteur des services, on prévoit un gain de 124 000 emplois dans les services à la production¹², de 66 000 dans les services à la consommation¹³ et de 61 000 dans les services gouvernementaux¹⁴.

L'emploi augmentera de 1,2 % en moyenne dans les services à la production, soit deux fois plus rapidement que l'emploi total. C'est dans l'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques que la croissance sera la plus soutenue. Depuis 1987, c'est de loin l'industrie qui a connu la croissance de l'emploi la plus rapide, notamment dans les services informatiques et, dans une moindre mesure, dans les services de génie et d'architecture. Elle sera suivie du commerce de gros et des services aux entreprises, des services au bâtiment et des autres services de soutien. La croissance sera plus modérée dans le transport et l'entreposage ainsi que dans les finances, l'assurance, l'immobilier et la location.

Dans les services à la consommation, la croissance de l'emploi sera comparable à la moyenne (0,6 % par année), et ce, pour chacune des industries que ces services regroupent. Près de la moitié des nouveaux emplois proviendront néanmoins du commerce de détail.

Du côté des services gouvernementaux, la croissance sera elle aussi comparable à la moyenne (0,6 % par année). Elle proviendra surtout des soins de santé et de l'assistance sociale, tandis que des gains plus modestes sont attendus dans les services d'enseignement et qu'un léger tassement de l'emploi est prévu dans les administrations publiques.

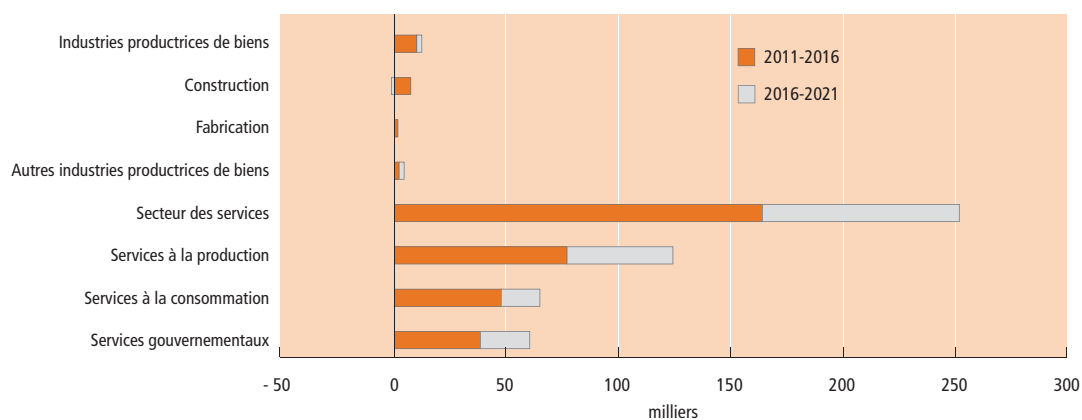
11. Les autres industries productrices de biens sont l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, l'extraction minière ainsi que les services publics.

12. Les services à la production comprennent les industries du commerce de gros, du transport et de l'entreposage, des finances, des assurances, de l'immobilier et de la location, des services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que des services aux entreprises, des services relatifs au bâtiment et des autres services de soutien.

13. Les services à la consommation comprennent les industries du commerce de détail, de l'information, de la culture et des loisirs, de l'hébergement et de la restauration et des autres services (réparation, services personnels, associations, ménages privés).

14. Les services gouvernementaux comprennent les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que les administrations publiques.

GRAPHIQUE 2.2 Variation du nombre d'emplois par secteur d'activité de 2011 à 2021



Source : estimations d'Emploi-Québec.

LES PERSPECTIVES D'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE

La Classification nationale des professions répartit les professions en dix domaines de compétence :

- gestion;
- affaires, finance et administration;
- sciences naturelles et appliquées, et domaines apparentés;
- secteur de la santé;
- sciences sociales, enseignement, administration publique et religion;
- arts, culture, sports et loisirs;
- vente et services;
- métiers, transport et machinerie;
- secteur primaire;
- transformation, fabrication et services d'utilité publique.

Elle les répartit également selon cinq niveaux de compétence :

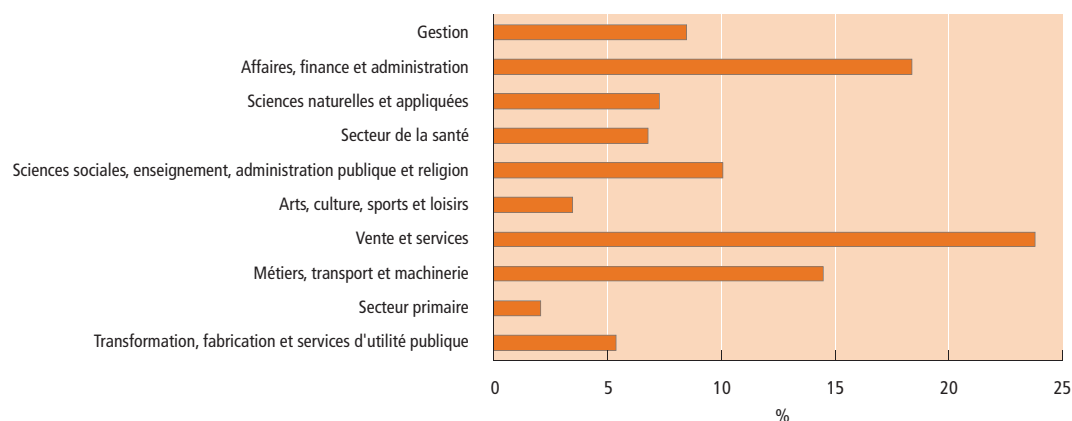
- gestion (la gestion est considérée à la fois comme un domaine et comme un niveau de compétence);
- professionnel;
- technique;
- intermédiaire;
- élémentaire¹⁵.

LES DOMAINES DE COMPÉTENCE

Le domaine de la vente et des services employait à lui seul près du quart de la main-d'œuvre en 2011. Il comprend notamment les professions de la vente en gros et au détail, de la restauration et des services personnels, mais aussi les policiers et policières ainsi que les pompiers et pompières. Ce domaine était suivi de celui des affaires, de la finance et de l'administration, qui comptait un peu moins de 20 % des emplois, et de celui des métiers, du transport et de la machinerie, qui en comptait 15 %. Les métiers du secteur primaire et ceux des arts, de la culture, des sports et des loisirs fournissaient ensemble à peine plus de 5 % de l'emploi total.

15. Ressources humaines et Développement social Canada, *Classification nationale des professions 2006 – Description des professions*, Ottawa, 2006.

GRAPHIQUE 3.1 Répartition de l'emploi selon les domaines de compétence en 2011



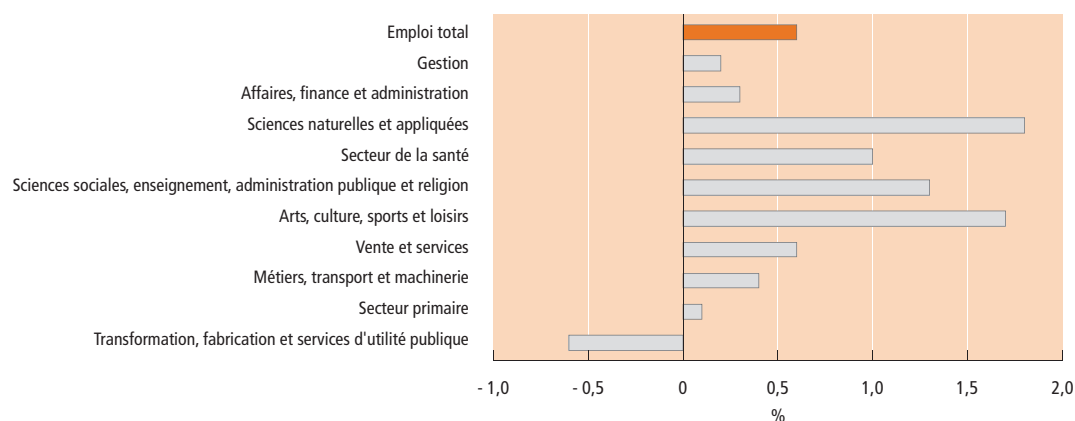
Source : estimations d'Emploi-Québec.

Quatre domaines de compétence se démarqueront par un rythme de croissance de leur effectif plus élevé que celui de l'emploi total (0,6 % par année) d'ici 2021. En tête se trouve le domaine des sciences naturelles et appliquées (1,8 %) – porté par la vigueur de l'emploi dans les technologies de l'information, d'une part, et par les importants projets d'investissement dans le génie civil et la voirie, d'autre part. Il est suivi de près par le domaine des arts, de la culture, des sports et des loisirs (1,7 %). Suivent, au troisième rang, les professions des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion (1,3 %), qui comprennent notamment les éducateurs et éducatrices de la petite enfance, et au quatrième rang, les professions du secteur de la santé (1 %).

Deux autres domaines connaîtront une croissance de l'emploi près de la moyenne, soit le domaine de la vente et des services (0,6 %) et celui des métiers, du transport et de la machinerie (0,4 %).

Enfin, quatre domaines connaîtront une croissance au moins deux fois inférieure à la moyenne, soit ceux des affaires, de la finance et de l'administration (0,3 %), de la gestion (0,2 %), du secteur primaire (0,1 %) et de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique, ce dernier devant connaître une décroissance de l'emploi (- 0,6 %).

GRAPHIQUE 3.2 Variation annuelle moyenne de l'emploi selon les domaines de compétence de 2011 à 2021



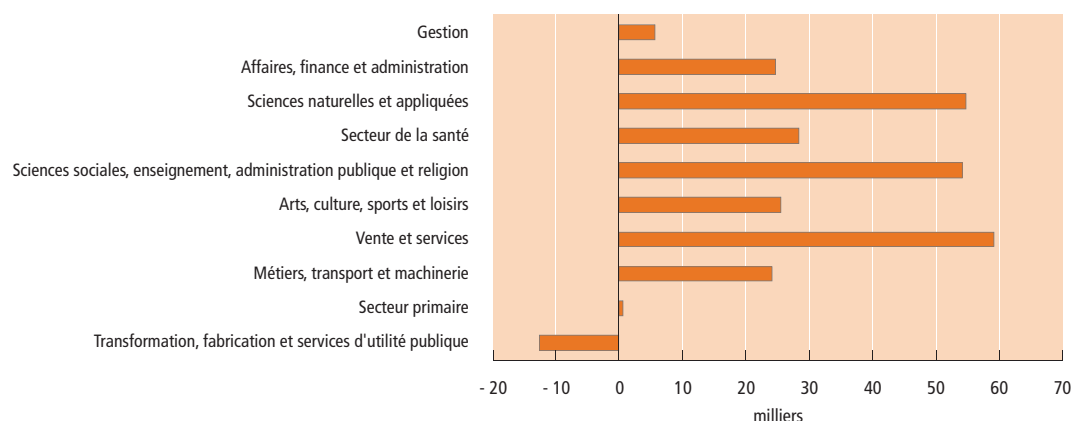
Source : estimations d'Emploi-Québec.

En matière de nombre d'emplois créés, trois domaines professionnels forment le peloton de tête. Les professions du domaine de la vente et des services (59 000) sont au premier rang, suivies de près par celles des sciences naturelles et appliquées (55 000) et des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique (54 000).

Quatre autres domaines professionnels sont en milieu de peloton avec une création d'emplois se situant entre 20 000 et 30 000 au cours des cinq prochaines années. Ce sont les domaines de la santé (28 000), des affaires, de la finance et de l'administration (25 000), des arts, de la culture, des sports et des loisirs (25 000) et des métiers, du transport et de la machinerie (24 000).

Enfin, trois domaines fermeront la marche. Les professions de la gestion s'enrichiront de 6 000 nouveaux postes pendant que l'emploi variera à peine pour les professions du secteur primaire et qu'il reculera de 13 000 dans le domaine de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique.

GRAPHIQUE 3.3 Variation du nombre d'emplois selon les domaines de compétence de 2011 à 2021

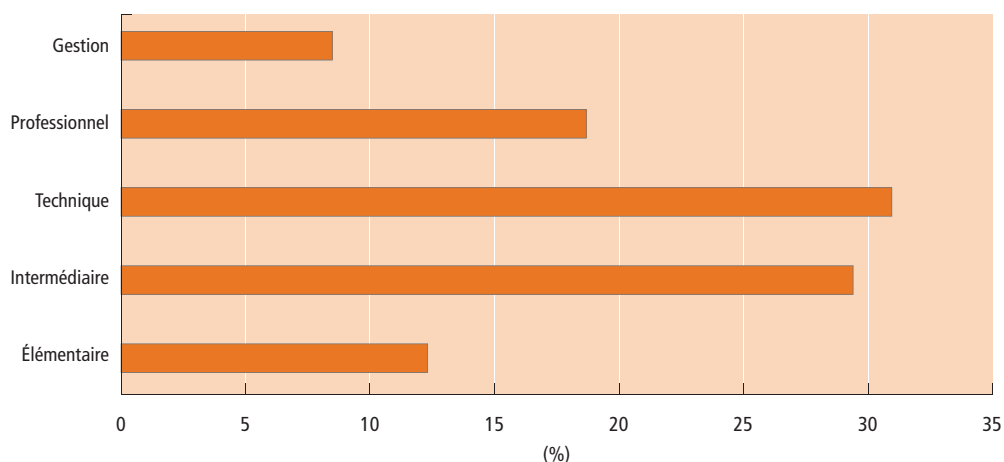


Source : estimations d'Emploi-Québec.

LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE

C'est dans les métiers des niveaux technique et intermédiaire que se concentrait la majorité des emplois en 2011. Les emplois de niveau technique, dont la plupart demandent une formation technique collégiale ou une formation professionnelle secondaire, étaient exercés par 31 % de la main-d'œuvre. Les emplois de niveau intermédiaire, pour lesquels un diplôme d'études secondaires et une courte formation en entreprise sont généralement suffisants, occupaient 29 % de la main-d'œuvre. Les emplois de niveau professionnel, exigeant normalement une formation universitaire, étaient exercés par 19 % de la main-d'œuvre, et ceux de niveau élémentaire, pour lesquels les exigences sont minimales, en occupaient 12 %. Enfin, 9 % de la main-d'œuvre exerçait des emplois de gestion.

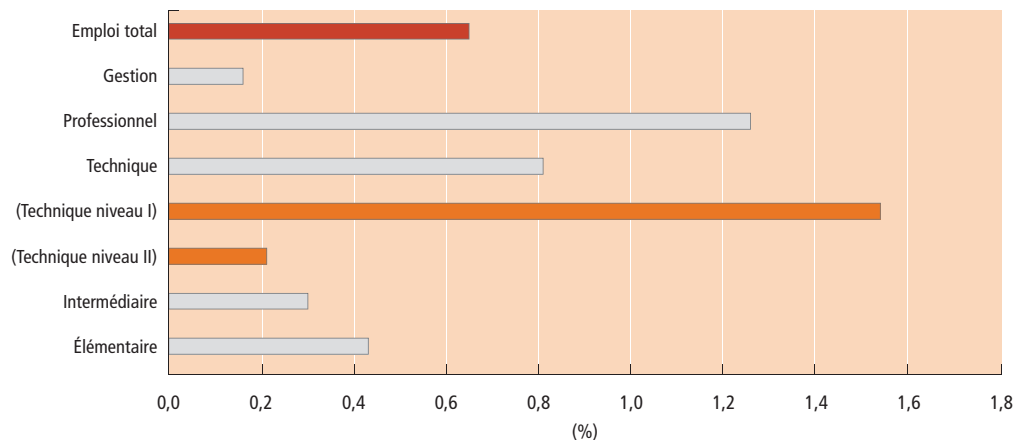
GRAPHIQUE 3.4 Répartition de l'emploi selon les niveaux de compétence en 2011



Source : estimations d'Emploi-Québec.

Les emplois de niveau professionnel connaîtront le taux de croissance le plus élevé, soit 1,3 % par année. Le nombre d'emplois de niveau technique augmentera de 0,8 %, suivi de celui des emplois de niveau élémentaire, à 0,4 %. Les emplois de niveau intermédiaire (0,3 %) et ceux de gestion (0,2 %) fermeront la marche.

GRAPHIQUE 3.5 Variation annuelle moyenne de l'emploi selon les niveaux de compétence de 2011 à 2021



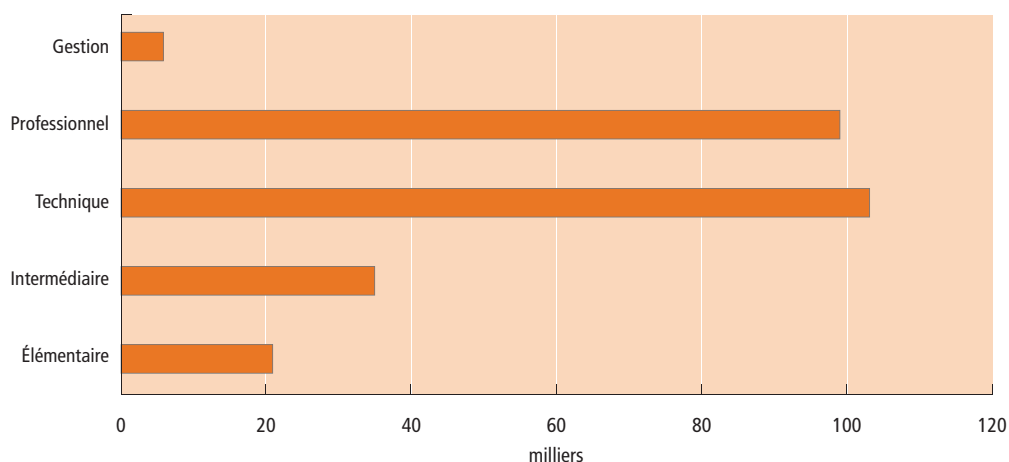
Source : estimations d'Emploi-Québec.

Du côté des emplois de niveau technique, les métiers pour lesquels une formation collégiale est normalement exigée (niveau I) étaient exercés, en 2011, par 44 % des personnes occupant un emploi de niveau technique, cette proportion étant de 56 % dans les métiers demandant normalement une formation professionnelle secondaire (niveau II). Or, plus de 85 % de la croissance prévue de l'emploi de niveau technique devrait toucher les métiers du niveau technique I, soit 88 000 nouveaux emplois, contre un gain de 15 000 pour les métiers de niveau technique II.

Bien que le niveau de compétence professionnel ne représente que 19 % de l'emploi total, le fait qu'il soit appelé à connaître un rythme de croissance nettement supérieur aux autres niveaux lui assurera près de 40 % des nouveaux emplois. L'apport attendu de 99 000 nouveaux emplois le placera au deuxième rang à ce chapitre, tout juste derrière le niveau technique (103 000 postes) et loin devant le niveau intermédiaire (35 000 postes).

Les métiers de niveau élémentaire, exercés par 486 000 personnes en 2011, fourniront 22 000 emplois de plus d'ici 2021. Ces nouveaux emplois se trouveront surtout dans le commerce de détail (caissières et caissiers, préposées et préposés à l'emballage) et dans la restauration (serveuses et serveurs au comptoir, aides de cuisine, plongeuses et plongeurs). Enfin, comme il a été mentionné précédemment, 6 000 postes seront réservés à la gestion.

GRAPHIQUE 3.6 Variation du nombre d'emplois selon les niveaux de compétence de 2011 à 2021



Source : estimations d'Emploi-Québec.

LA DEMANDE DE REMPLACEMENT

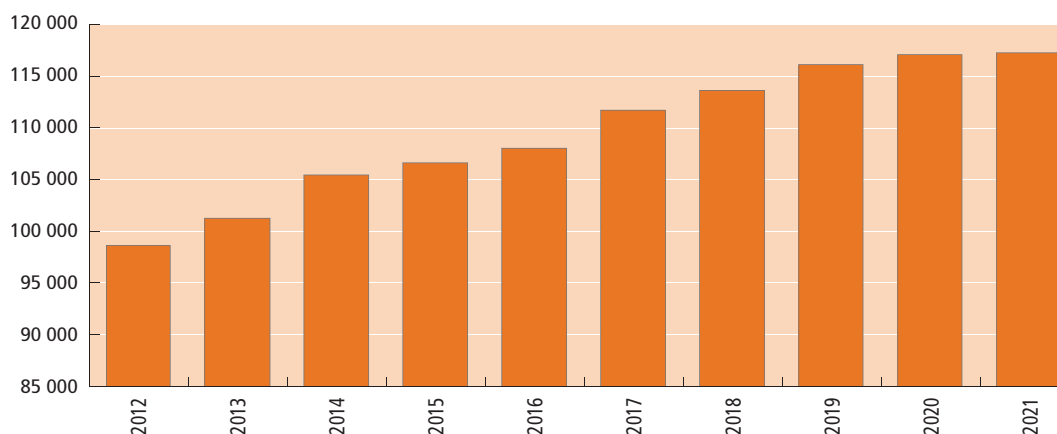
La création prévue de 264 000 emplois entre 2011 et 2021 est loin d'être la seule source des besoins de main-d'œuvre que le Québec connaîtra au cours de cette décennie. Le nombre de personnes nouvellement retraitées est estimé en fonction du nombre de nouvelles et de nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime des rentes du Québec. Il se situait à moins de 65 000 en 2000 et devait atteindre 96 000 en 2011¹⁶. Le vieillissement de la main-d'œuvre et l'arrivée à l'âge de la retraite des premiers bébé-boumeurs et bébé-boumeuses accéléreront le rythme des retraits du marché du travail. Selon les projections de la Régie des rentes du Québec, leur nombre devrait s'élever à 117 000 en 2021. Pour l'ensemble de la période, quelque 1,1 million de personnes devraient quitter le marché du travail. C'est dire qu'il faudra remplacer, en dix ans, plus du quart (28 %) de la main-d'œuvre actuellement en emploi.

Les départs à la retraite qui ne donnent pas lieu à un remplacement sont-ils pris en compte?

On entend souvent dire que les besoins de main-d'œuvre ne seront pas aussi grands que prévu parce que les personnes qui quittent leur emploi ne sont pas toutes remplacées. Il faut garder à l'esprit que chaque année, parmi les quelque 4 millions d'emplois dénombrés au Québec, des centaines de milliers se créent pendant que des centaines de milliers d'autres disparaissent. Pendant que des postes disparaîtront chez des employeurs, dont certains à la suite de départs à la retraite, d'autres seront créés ailleurs.

Les 264 000 postes dont on prévoit la création au cours des dix prochaines années correspondent à la différence entre l'ensemble des postes qui seront créés et ceux qui disparaîtront. Considérant les gains attendus en matière de productivité du travail, la croissance prévue de l'emploi correspond à la main-d'œuvre supplémentaire requise pour que se réalise la croissance économique que le Conference Board prévoit d'ici 2021. Ainsi, à l'échelle de l'ensemble du marché du travail, cela signifie que toutes les personnes qui auront pris leur retraite auront été remplacées.

GRAPHIQUE 4 Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime des rentes du Québec



Source : Régie des rentes du Québec, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2009*. Les projections ont été rajustées par Emploi-Québec pour exclure les nouvelles et les nouveaux bénéficiaires résidant à l'extérieur du Québec.

16. À l'exclusion des nouvelles et des nouveaux bénéficiaires résidant à l'extérieur du Québec.

Pour prendre la relève des personnes retraitées et faire face à la croissance prévue de l'emploi, près de 1,4 million de personnes devront faire leur entrée sur le marché du travail, dont 80 % pour remplacer celles qui le quitteront. Certains domaines et niveaux de compétence sont plus touchés que d'autres par les départs à la retraite. Ainsi, près de deux postes de gestion sur cinq verront leur titulaire quitter le marché du travail. Par ailleurs, si la croissance prévue de l'emploi technique de niveau II (correspondant généralement au diplôme d'études professionnelles) est ténue, trois personnes sur dix occupant un tel emploi auront pris leur retraite dans dix ans et devront être remplacées. Selon les domaines de compétence, outre les emplois de gestion, le tiers des personnes occupant un emploi dans le domaine de la finance, des assurances et de l'administration et dans celui de la transformation, de la fabrication et des services publics auront quitté le marché du travail¹⁷.

Des besoins de remplacement se manifestent également lorsque des personnes abandonnent un métier pour en exercer un autre. Cette mobilité professionnelle ne crée pas de besoins nets supplémentaires de main-d'œuvre, puisque des personnes déjà présentes sur le marché du travail obtiennent les postes laissés vacants. Elle a toutefois des conséquences sur la demande de main-d'œuvre dans plusieurs métiers, notamment les métiers moins qualifiés – par exemple, les emplois de caissière ou caissier ou de commis-vendeuse ou commis-vendeur dans la vente au détail, ou encore, ceux de serveuse ou serveur, ou de manœuvre – qui sont souvent des portes d'entrée sur le marché du travail. La demande de main-d'œuvre y est généralement assez soutenue en raison d'un fort roulement de personnel.

Les estimations selon les industries indiquent que, en dépit du fait que le secteur de la production de biens ne contribuera que modestement à la croissance de l'emploi au cours des dix prochaines années, les industries qui le composent auront des besoins de main-d'œuvre non négligeables. Ainsi, les industries de la fabrication auront besoin de plus de 130 000 personnes pour prendre la relève de ceux et celles qui prendront leur retraite d'ici 2021. Dans la construction, près de 60 000 personnes devraient se retirer du marché du travail.

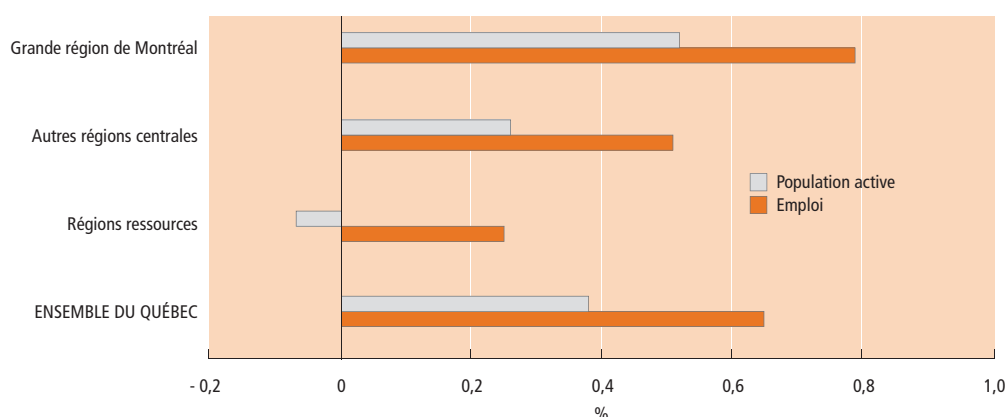
17. La répartition des futurs retraités et retraitées selon les domaines et les niveaux de compétence a été obtenue en appliquant aux projections de nouveaux bénéficiaires du Régime de rentes du Québec les taux de retraite du modèle de demande du Système de projection des professions au Canada (SPPC) du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada (RHDC).

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS

L'évolution démographique prévue selon les régions¹⁸ sera un élément déterminant des tendances du marché du travail régional. Alors que la population de 15 ans ou plus progressera en moyenne de 0,6 % par année dans l'ensemble du Québec entre 2011 et 2021, sa progression atteindra 0,7 % dans la grande région montréalaise¹⁹, en raison notamment du fait que ce territoire est et continuera d'être le principal bénéficiaire de l'apport de l'immigration internationale. La croissance annuelle de la population sera plus modeste dans les autres régions centrales²⁰, soit de 0,5 % par année. Dans les régions ressources²¹, non seulement la population de 15 ans ou plus n'augmentera-t-elle pas, mais elle devrait commencer à décliner en 2013.

Le dynamisme démographique plus marqué de la grande région de Montréal se traduira par une croissance plus élevée, sur ce territoire, de la population active (0,5 % par année) et de l'emploi (0,8 %). Les autres régions centrales verront leur population active augmenter en moyenne de 0,3 % et leur emploi, de 0,5 %. Quant aux régions ressources, en raison du déclin démographique, l'augmentation prévue de leur population active au cours des premières années sera effacée par la suite, ce qui se traduira, à terme, par une légère contraction. L'emploi y sera toutefois en modeste hausse (0,3 % par année).

GRAPHIQUE 5.1 Croissance annuelle moyenne de la population active et de l'emploi au Québec et dans les régions de 2011 à 2021



Source : estimations d'Emploi-Québec.

18. Comme pour l'ensemble du Québec, les prévisions concernant la population de 15 ans ou plus dans les régions ont été établies en appliquant aux estimations de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada pour 2011 les pourcentages de variation annuelle du dernier scénario démographique de référence de l'ISQ.

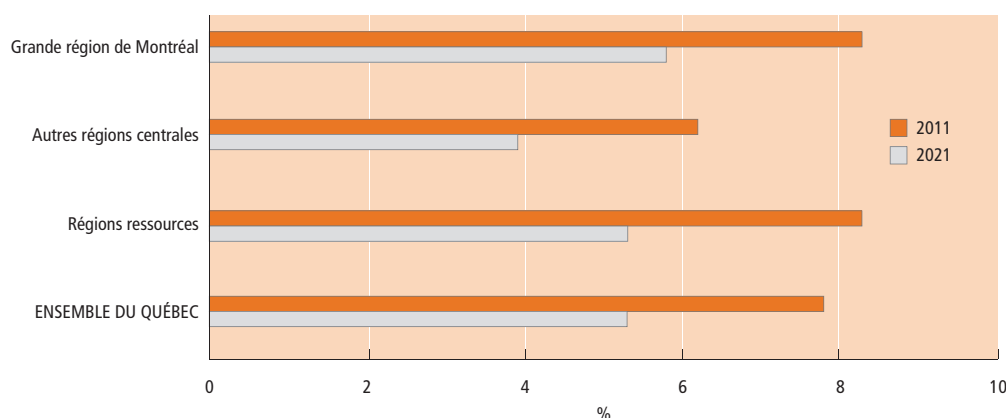
19. Cette région comprend les régions administratives de Montréal, de la Montérégie, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides, lesquelles sont toutes comprises, en tout ou en partie, dans la région métropolitaine de recensement de Montréal.

20. Les autres régions centrales sont celles de la Capitale-Nationale, de la Chaudière-Appalaches, de l'Estrie, du Centre-du-Québec et de l'Outaouais.

21. Les régions ressources sont les régions administratives de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

La grande région de Montréal, où habite 61 % de la population québécoise de 15 ans ou plus, verra sa population active et son emploi augmenter respectivement de 139 000 personnes et de 196 000 postes d'ici 2021, ce qui représente 84 % de la croissance totale de la population active québécoise et 74 % de celle de l'emploi. Les autres régions centrales, où vit 25 % de la population, obtiendront 18 % de la nouvelle population active (30 000 personnes) et 21 % des nouveaux emplois (55 000 emplois). Quant aux régions ressources, qui comptent 13 % de la population, un gain de 13 000 emplois leur réserve 5 % de la croissance prévue au Québec.

GRAPHIQUE 5.2 Taux de chômage québécois et régional en 2011 et 2021



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2021.

Si l'on observe des différences importantes entre les régions quant au rythme de croissance de la population active et de l'emploi, toutes connaîtront un recul important du chômage. Les régions centrales autres que Montréal, qui ont connu en 2011 le plus faible taux de chômage, à 6,2 %, devraient voir celui-ci continuer de diminuer à mesure que le retrait des bébé-boumeurs et des bébé-boumeuses du marché du travail rendra plus rare la main-d'œuvre potentielle. Selon les prévisions, le taux de chômage n'y sera plus que de 3,9 % en 2021. La grande région de Montréal, dont le taux de chômage, à 8,3 %, était supérieur à la moyenne québécoise, verra celui-ci reculer à 5,8 %. Ce territoire compte une proportion importante de population immigrante. Or, cette population a plus de difficulté à accéder à un emploi, selon les données de l'Enquête sur la population active portant sur les personnes immigrantes. Enfin, les régions ressources, dont le taux de chômage avait rejoint pour la première fois celui de la grande région de Montréal en 2011 à 8,3 %, verront ce taux poursuivre son repli pour s'établir à 5,3 %, soit un niveau comparable à la moyenne québécoise et inférieur à celui de la grande région de Montréal.

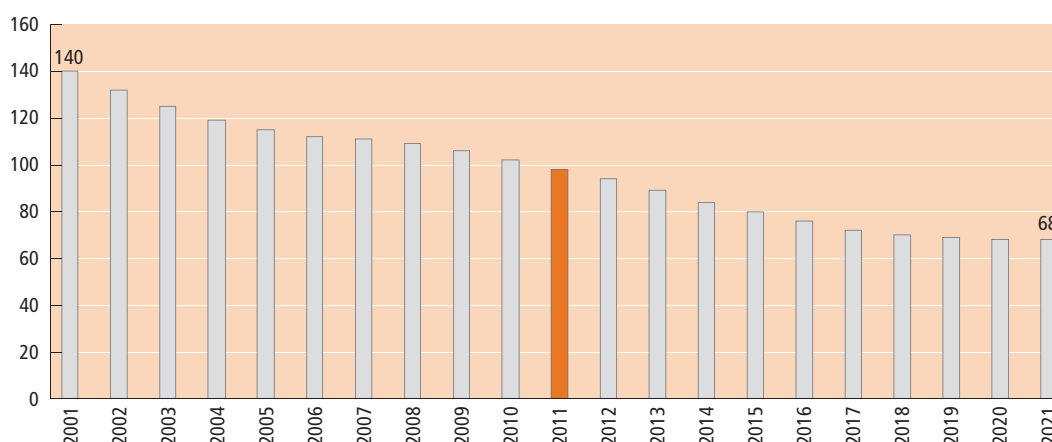
L'OFFRE DE MAIN D'ŒUVRE

Au cours des dix prochaines années, le marché du travail québécois aura besoin de 264 000 personnes pour répondre à la croissance de l'emploi. Il aura également besoin de 1,1 million de personnes pour prendre la relève de celles qui partiront à la retraite. Au total, près de 1,4 million de personnes devront entrer ou retourner sur le marché du travail pour répondre aux besoins de celui-ci, ce qui correspond à plus du tiers des personnes qu'on y dénombrait en 2011. Qui occupera les postes à pourvoir?

Les jeunes

Au début des années 2000, pour 100 personnes de 60 à 64 ans qui en étaient à leur dernier tour de piste dans le monde du travail, le Québec pouvait compter sur 140 jeunes de 15 à 19 ans qui y faisaient leurs premières armes. En 2011, cette proportion a commencé à s'inverser, et au début de la prochaine décennie, on ne comptera plus que deux jeunes pour trois personnes de 60 à 64 ans.

GRAPHIQUE 6.1 **Population de 15 à 19 ans pour 100 personnes de 60 à 64 ans de 2001 à 2021**



Sources : Statistique Canada, Statistiques démographiques; ISQ, Perspectives démographiques 2006-2056.

Les jeunes ne pourront répondre seuls aux besoins de main-d'œuvre d'ici 2021. Ce sont néanmoins eux qui apporteront la contribution la plus importante à l'offre de main-d'œuvre pour pourvoir les postes qui se libéreront et ceux qui seront créés. Quelque 800 000 jeunes de moins de 15 ans en 2011 seront âgés de 15 à 24 ans dix ans plus tard, et une proportion importante de ces jeunes obtiendront leur premier emploi. Quant à ceux qui étaient âgés de 15 à 24 ans en 2011, ils auront achevé en 2021 la transition entre leurs études et leur intégration définitive au marché du travail. Leur arrivée permettra de pourvoir plus de 730 000 postes, ce qui répondra à plus de la moitié de la demande future de main-d'œuvre.

Les personnes immigrantes

Dans son plus récent scénario démographique de référence, l'ISQ a retenu l'hypothèse d'une immigration nette de 30 000 personnes par année, ce qui correspond à l'immigration internationale et interprovinciale de laquelle on retranche l'émigration internationale et interprovinciale. En dix ans, l'immigration nette sera donc de 300 000 personnes, dont plus de

90 % seront des adultes, âgés de moins de 45 ans pour la grande majorité d'entre eux. Ces futures personnes immigrantes se trouvent donc en général dans les groupes d'âge où la participation au marché du travail est la plus élevée. L'immigration devrait accroître la population active de plus de 225 000 personnes, ce qui permettra de pourvoir 17 % des postes.

La hausse du taux d'activité des personnes de 15 à 64 ans

Au Québec, le taux de participation au marché du travail des 15 à 64 ans est déjà parmi les plus élevés sur la planète, puisqu'il a atteint 77,4 % en 2011. Néanmoins, en raison, d'une part, du rehaussement continu du niveau de scolarité des personnes en âge de travailler et, d'autre part, de la baisse prévue du chômage, qui réduira le découragement chez les chercheurs et chercheuses d'emploi, ce taux d'activité devrait atteindre 80 % d'ici le début de la prochaine décennie. Cette participation plus intensive se traduira par l'apport de plus de 160 000 personnes sur le marché du travail, ce qui permettra de doter 12 % des postes à pourvoir.

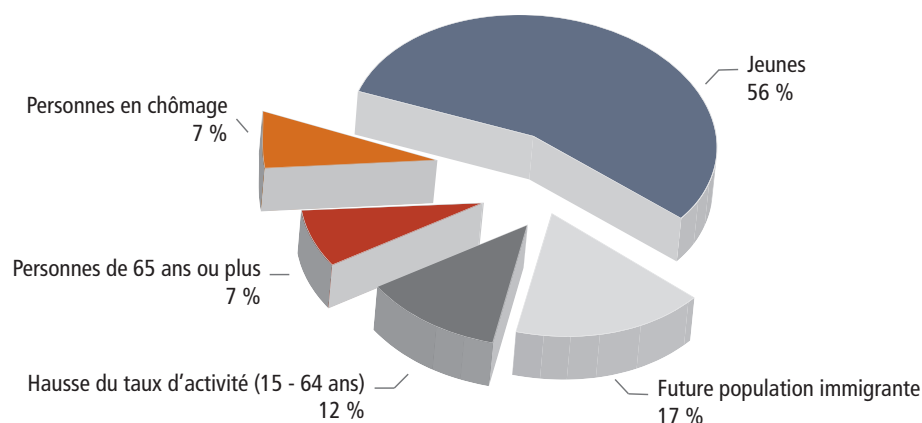
Les personnes de 65 ans ou plus

Les personnes de 65 ans ou plus, très peu présentes sur le marché du travail au tournant des années 2000, ont profité d'occasions plus nombreuses à mesure que le chômage reculait. La population active de ce groupe d'âge a presque quadruplé en onze ans, pour atteindre 104 000. Son taux d'activité, qui est passé de 3,3 % à 8,9 % depuis 2000, va continuer de progresser pour s'élever à 12,2 % en 2021. En outre, l'effectif de cette population est dopé par l'arrivée dans ses rangs des premiers bébé-boumeurs depuis 2011. L'effet combiné d'un taux d'activité plus élevé et d'une population qui croît rapidement amènera près de 100 000 personnes supplémentaires sur le marché du travail. Ces personnes répondront à 7 % des besoins futurs de main-d'œuvre.

Les personnes en chômage

Le Québec comptait 332 000 personnes à la recherche active d'un emploi en 2011. Il s'agit d'un important bassin de main-d'œuvre, dont près de la moitié détenait un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires (32 %), ou un diplôme universitaire (15 %). Près de 100 000 postes seront dotés à même la résorption du chômage, ce qui répondra à 7 % des besoins.

GRAPHIQUE 6.2 **Provenance de l'offre de main-d'œuvre au cours des années 2012 à 2021**



Source : estimations d'Emploi-Québec.

TABLEAUX

TABLEAU 1 **Le marché du travail au Québec de 2009 à 2021**

	2009	2010	2011	2012	2013
Population (milliers)	6 434,5	6 507,2	6 575,8	6 628,6	6 674,1
Var. (000)	72,8	72,7	68,6	52,8	45,5
Var. (%)	1,1	1,1	1,1	0,8	0,7
Population active (milliers)	4 204,0	4 253,6	4 285,8	4 300,6	4 330,5
Var. (000)	21,1	49,6	32,2	14,8	29,9
Var. (%)	0,5	1,2	0,8	0,3	0,7
Emploi (milliers)	3 848,3	3 915,1	3 953,4	3 960,7	4 010,2
Var. (000)	- 32,1	66,8	38,3	7,3	49,5
Var. (%)	- 0,8	1,7	1,0	0,2	1,2
Chômage (milliers)	355,7	338,5	332,4	339,9	320,3
Var. (000)	53,2	- 17,2	- 6,1	7,5	- 19,6
Var. (%)	17,6	- 4,8	- 1,8	2,3	- 5,8
Taux d'activité	65,3	65,4	65,2	64,9	64,9
Var. (points de %)	- 0,5	0,1	- 0,2	- 0,3	0,0
Taux de chômage	8,5	8,0	7,8	7,9	7,4
Var. (points de %)	1,3	- 0,5	- 0,2	0,1	- 0,5
Taux d'emploi	59,8	60,2	60,1	59,8	60,1
Var. (points de %)	- 1,2	0,4	- 0,1	- 0,3	0,3

Var. : variation.

Sources : Données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012.

Date : 7 juin 2012.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
6 714,2	6 752,6	6 787,6	6 821,5	6 853,6	6 885,9	6 917,6	6 951,9
40,1	38,4	35,0	33,9	32,1	32,3	31,7	34,3
0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
4 354,8	4 376,5	4 395,5	4 411,5	4 425,1	4 436,7	4 443,8	4 451,5
24,3	21,7	19,0	16,0	13,6	11,6	7,1	7,7
0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2
4 059,6	4 099,1	4 128,2	4 151,7	4 172,5	4 191,4	4 204,8	4 217,5
49,4	39,5	29,1	23,5	20,8	18,9	13,4	12,7
1,2	1,0	0,7	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3
295,2	277,4	267,3	259,8	252,6	245,3	239,0	234,0
- 25,1	- 17,8	- 10,1	- 7,5	- 7,2	- 7,3	- 6,3	- 5,0
- 7,8	- 6,0	- 3,6	- 2,8	- 2,8	- 2,9	- 2,6	- 2,1
64,9	64,8	64,8	64,7	64,6	64,4	64,2	64,0
0,0	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,2
6,8	6,3	6,1	5,9	5,7	5,5	5,4	5,3
- 0,6	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,1
60,5	60,7	60,8	60,9	60,9	60,9	60,8	60,7
0,4	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	- 0,1	- 0,1

à 2021.

TABLEAUX

TABLEAU 2 **Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 2009 à 2021**

	2009	2010	2011	2012	2013
Population (milliers)	5 345,9	5 376,9	5 402,2	5 410,5	5 413,3
Var. (000)	34,4	31,0	25,3	8,3	2,8
Var. (%)	0,6	0,6	0,5	0,2	0,1
Population active (milliers)	4 120,8	4 155,4	4 181,6	4 190,4	4 210,6
Var. (000)	13,3	34,6	26,2	8,8	20,2
Var. (%)	0,3	0,8	0,6	0,2	0,5
Emploi (milliers)	3 769,5	3 822,4	3 855,1	3 856,9	3 896,8
Var. (000)	- 38,6	52,9	32,7	1,8	39,9
Var. (%)	- 1,0	1,4	0,9	0,0	1,0
Chômage (milliers)	351,2	333,0	326,5	333,5	313,8
Var. (000)	51,8	- 18,2	- 6,5	7,0	- 19,7
Var. (%)	17,3	- 5,2	- 2,0	2,2	- 5,9
Taux d'activité	77,1	77,3	77,4	77,4	77,8
Var. (points de %)	- 0,2	0,2	0,1	0,0	0,3
Taux de chômage	8,5	8,0	7,8	8,0	7,5
Var. (points de %)	1,2	- 0,5	- 0,2	0,2	- 0,5
Taux d'emploi	70,5	71,1	71,4	71,3	72,0
Var. (points de %)	- 1,2	0,6	0,3	- 0,1	0,7

Var. : variation.

Sources : Données historiques, Statistique Canada , *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012

Date : 7 juin 2012.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
5 409,5	5 404,5	5 394,9	5 384,8	5 371,2	5 353,9	5 333,6	5 317,8
- 3,8	- 5,0	- 9,6	- 10,1	- 13,6	- 17,3	- 20,3	- 15,8
- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,3
4 225,2	4 237,9	4 247,6	4 254,2	4 257,3	4 258,3	4 254,1	4 251,7
14,6	12,7	9,7	6,6	3,1	1,0	- 4,2	- 2,4
0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,0	- 0,1	- 0,1
3 936,4	3 966,9	3 986,9	4 001,2	4 011,7	4 020,2	4 022,6	4 025,4
39,7	30,4	20,0	14,3	10,5	8,5	2,3	2,8
1,0	0,8	0,5	0,4	0,3	0,2	0,1	0,1
288,8	271,0	260,7	253,0	245,6	238,1	231,5	226,3
- 25,1	- 17,7	- 10,3	- 7,7	- 7,4	- 7,5	- 6,5	- 5,2
- 8,0	- 6,1	- 3,8	- 3,0	- 2,9	- 3,1	- 2,8	- 2,3
78,1	78,4	78,7	79,0	79,3	79,5	79,8	80,0
0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
6,8	6,4	6,1	5,9	5,8	5,6	5,4	5,3
- 0,6	- 0,4	- 0,3	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,1
72,8	73,4	73,9	74,3	74,7	75,1	75,4	75,7
0,8	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3

2 à 2021.

TABLEAUX

TABLEAU 3 **L'emploi par secteur d'activité de 2009 à 2021 (milliers)**

	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur de la production de biens	865,2	848,4	847,0	836,3	845,6
Var. (000)	- 23,5	- 16,8	- 1,4	- 10,7	9,3
Var. (%)	- 2,6	- 1,9	- 0,2	- 1,3	1,1
Construction	209,8	230,7	237,5	231,8	239,3
Var. (000)	- 7,5	20,9	6,8	- 5,7	7,5
Var. (%)	- 3,5	10,0	2,9	- 2,4	3,2
Fabrication	533,3	500,7	487,3	482,8	483,8
Var. (000)	- 10,4	- 32,6	- 13,4	- 4,5	1,0
Var. (%)	- 1,9	- 6,1	- 2,7	- 0,9	0,2
Autres industries productrices de biens	122,1	117,0	122,2	121,7	122,5
Var. (000)	- 5,6	- 5,1	5,2	- 0,5	0,8
Var. (%)	- 4,4	- 4,2	4,4	- 0,4	0,7
Secteur des services	2 983,1	3 066,7	3 106,4	3 124,4	3 164,6
Var. (000)	- 8,7	83,6	39,7	18,0	40,2
Var. (%)	- 0,3	2,8	1,3	0,6	1,3
Services à la production	964,2	991,9	1 009,7	1 022,1	1 041,5
Var. (000)	- 2,7	27,7	17,8	12,4	19,4
Var. (%)	- 0,3	2,9	1,8	1,2	1,9
Services à la consommation	1 055,9	1 072,1	1 074,1	1 076,7	1 090,7
Var. (000)	- 16,5	16,2	2,0	2,6	14,0
Var. (%)	- 1,5	1,5	0,2	0,2	1,3
Services gouvernementaux	963,0	1 002,7	1 022,6	1 025,6	1 032,4
Var. (000)	10,5	39,7	19,9	3,0	6,8
Var. (%)	1,1	4,1	2,0	0,3	0,7
Emploi total	3 848,3	3 915,1	3 953,4	3 960,7	4 010,2
Var. (000)	- 32,2	66,8	38,3	7,3	49,5
Var. (%)	- 0,8	1,7	1,0	0,2	1,2

Var. : variation.

Sources : Données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012

Date : 7 juin 2012.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
851,0	855,2	857,4	859,6	860,5	861,1	857,6	859,4
5,4	4,2	2,2	2,2	0,9	0,6	- 3,5	1,8
0,6	0,5	0,3	0,3	0,1	0,1	- 0,4	0,2
242,3	243,5	244,9	246,6	245,9	244,9	243,8	244,0
3,0	1,2	1,4	1,7	- 0,7	- 1,0	- 1,1	0,2
1,3	0,5	0,6	0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	0,1
485,3	487,2	487,3	488,2	488,9	489,5	486,7	488,0
1,5	1,9	0,1	0,9	0,7	0,6	- 2,8	1,3
0,3	0,4	0,0	0,2	0,1	0,1	- 0,6	0,3
123,4	124,5	125,2	124,8	125,7	126,7	127,1	127,4
0,9	1,1	0,7	- 0,4	0,9	1,0	0,4	0,3
0,7	0,9	0,6	- 0,3	0,7	0,8	0,3	0,2
3 208,6	3 243,9	3 270,8	3 292,1	3 312,0	3 330,3	3 347,2	3 358,1
44,0	35,3	26,9	21,3	19,9	18,3	16,9	10,9
1,4	1,1	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,3
1 062,9	1 074,5	1 086,9	1 098,5	1 110,7	1 120,8	1 127,8	1 134,1
21,4	11,6	12,4	11,6	12,2	10,1	7,0	6,3
2,1	1,1	1,2	1,1	1,1	0,9	0,6	0,6
1 104,1	1 114,0	1 122,8	1 128,4	1 131,3	1 136,3	1 141,0	1 140,5
13,4	9,9	8,8	5,6	2,9	5,0	4,7	- 0,5
1,2	0,9	0,8	0,5	0,3	0,4	0,4	0,0
1 041,6	1 055,4	1 061,1	1 065,4	1 070,0	1 073,2	1 078,5	1 083,5
9,2	13,8	5,7	4,3	4,6	3,2	5,3	5,0
0,9	1,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,5	0,5
4 059,6	4 099,1	4 128,2	4 151,7	4 172,5	4 191,4	4 204,8	4 217,5
49,4	39,5	29,1	23,5	20,8	18,9	13,4	12,7
1,2	1,0	0,7	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3

TABLEAUX

TABLEAU 4.1 **L'emploi selon les domaines de compétence**

	Emploi en 2011 (000)	Part de l'emploi total en 2011	Emploi en 2021 (000)	Variation de l'emploi (000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	338	8,5 %	343	6	0,2 %
Affaires, finance et administration	714	18,1 %	738	25	0,3 %
Sciences naturelles et appliquées et profession apparentées	288	7,3 %	343	55	1,8 %
Secteur de la santé	269	6,8 %	297	28	1,0 %
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	399	10,1 %	454	54	1,3 %
Arts, culture, sports et loisirs	138	3,5 %	164	25	1,7 %
Vente et services	941	23,8 %	1 000	59	0,6 %
Métiers, transport et machinerie	572	14,5 %	596	24	0,4 %
Secteur primaire	82	2,1 %	82	0	0,1 %
Transformation fabrication et services d'utilité publique	212	5,4 %	200	- 13	- 0,6 %
Emploi total	3 953	100,0 %	4 218	264	0,6 %

Source : Estimations d'Emploi-Québec.

TABEAU 4.2 L'emploi selon les niveaux de compétence

	Emploi en 2011 (000)	Part de l'emploi total en 2011	Emploi en 2021 (000)	Variation de l'emploi (000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	338	8,5 %	343	6	0,2 %
Niveau A - Professionnel	741	18,7 %	840	99	1,3 %
Niveau B - Technique	1 225	31,0 %	1 328	103	0,8 %
Niveau B - Technique I*	534	13,5 %	622	88	1,5 %
Niveau B - Technique II**	691	17,5 %	706	15	0,2 %
Niveau C - Intermédiaire	1 164	29,4 %	1 199	35	0,3 %
Niveau D - Élémentaire	486	12,3 %	508	21	0,4 %
Emploi total	3 953	100,0 %	4 218	264	0,6 %

* Technique I correspond aux métiers pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée.

** Technique II correspond aux métiers demandant normalement une formation professionnelle du secondaire.

Source : Estimations d'Emploi-Québec.

TABEAU 5

Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime de rentes du Québec	
2012	98 600
2013	101 200
2014	105 200
2015	106 600
2016	108 000
2017	111 700
2018	113 600
2019	116 100
2020	117 100
2021	117 200
Total	1 095 300

Source : RRQ, Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2009.

MÉTHODOLOGIE DES PRÉVISIONS D'EMPLOI À EMPLOI-QUÉBEC

PRÉSENTATION SOMMAIRE

Emploi-Québec, agence rattachée au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, fait chaque année des prévisions sur l'évolution du marché du travail à moyen terme (cinq ans) et à long terme (dix ans).

Ces prévisions portent sur l'emploi par industrie et par profession, de même que sur la participation au marché du travail et sur le chômage. Elles se fondent sur les prévisions économiques à moyen et à long terme du Conference Board du Canada (CBOC), notamment celles qui touchent la consommation des ménages, les dépenses gouvernementales, les investissements privés et publics, les exportations et les importations, ainsi que l'évolution du taux de change.

C'est donc dire qu'Emploi-Québec ne fait pas de prévisions économiques, et que si la croissance économique constatée au cours de la période de prévision est différente de celle que prévoit le CBOC, l'évolution de l'emploi pourrait aussi différer de celle qu'entrevoit Emploi-Québec dans ses prévisions.

Prévisions sur l'évolution de l'emploi par industrie

La démarche d'Emploi-Québec s'appuie sur le plus récent scénario de prévision du CBOC. À l'aide d'un outil économétrique élaboré selon ses spécifications par le CBOC et se basant en particulier sur des équations de production découlant de la matrice d'entrées-sorties pour le Québec de Statistique Canada, l'agence fait d'abord une répartition par industrie, pour chacune des années de prévision, du volume de production prévu par le CBOC pour le Québec.

Par la suite, Emploi-Québec estime la productivité du travail par industrie pour chacune des années de prévision, à partir de la tendance observée par le passé. Pour les perspectives à moyen terme (sur cinq ans), elle fait une estimation de la productivité dans 33 industries, alors que pour les perspectives à long terme (sur dix ans), l'estimation porte sur 6 industries ou regroupements d'industries.

L'agence estime en dernier lieu l'emploi par industrie pour chacune des années de prévision en divisant le volume de production prévu de chaque industrie par la productivité du travail projetée de chacune. L'emploi total pour chaque année de prévision correspond à la somme de l'emploi annuel dans chacune des industries.

Prévisions sur les autres caractéristiques du marché du travail

Emploi-Québec calcule la population en âge de travailler pour la période de prévision en appliquant à la population des groupes d'âge de l'année de référence, selon l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, les taux de croissance estimés à partir du plus récent scénario démographique de référence de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Ce calcul est fait pour chaque année de la période.

L'agence estime le taux d'activité de chacune de ces années en se basant sur l'évolution passée de ce taux au Québec selon les groupes d'âge et en tenant compte de l'évolution du taux d'activité au Canada, en Ontario et dans les pays développés.

Les autres caractéristiques sont obtenues par identité : le taux d'emploi correspond au nombre d'emplois divisé par le nombre de personnes en âge de travailler; on obtient la population active en multipliant le nombre de personnes en âge de travailler par le taux d'activité; le chômage correspond à la population active moins le nombre de personnes en emploi; on obtient enfin le taux de chômage en divisant le nombre de chômeuses et chômeurs par la population active.

Les prévisions par région

On calcule l'emploi par industrie et par région, pour la période de prévision, à partir de l'historique des parts de l'emploi de chaque région par rapport à l'ensemble du Québec. Pour plusieurs industries, les prévisions d'emploi par région sont ajustées en fonction de l'évolution démographique prévue dans chaque région.

Comme l'estimation de la population de 15 ans ou plus par région, pour la période de prévision, est effectuée à partir du scénario démographique de l'ISQ, le taux d'emploi par région est calculé par identité, en divisant l'emploi par la population de 15 ans ou plus. Emploi-Québec calcule le taux d'activité par région pour la période de prévision à partir : 1) de l'écart observé dans le passé entre le taux d'activité de la région et le taux d'activité du Québec; 2) de l'évolution prévue de l'écart entre le taux d'emploi de la région et celui du Québec. Les autres caractéristiques du marché du travail régional (population active, chômage et taux de chômage) sont ensuite obtenues par identité.

Les perspectives à moyen terme (sur cinq ans) sont établies pour seize régions administratives (les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont réunies dans ce cas) et pour les deux grandes régions métropolitaines de recensement, celles de Montréal et de Québec. Les perspectives à long terme (sur dix ans) se font selon les trois regroupements suivants : la grande région de Montréal, les autres régions centrales et les régions ressources.

Prévisions sur l'évolution de l'emploi par profession

Les perspectives d'emploi selon les industries servent ensuite à établir les perspectives d'emploi selon les métiers et professions.

Celles-ci, appelées « perspectives d'emploi par profession », sont établies seulement pour le moyen terme (sur cinq ans). Elles portent sur près de cinq cents métiers et professions, répartis en cinq niveaux de compétences et dix domaines de compétence tels que les définit la Classification nationale des professions établie par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada. Même si les perspectives à long terme (sur dix ans) ne rassemblent pas toutes les professions, Emploi-Québec publie l'évolution prévue de l'emploi au Québec selon les niveaux de compétences et les domaines de compétence.

Emploi-Québec présente ses perspectives d'emploi par profession sur une période de moyen terme (cinq ans) en établissant un diagnostic pour chaque profession, c'est-à-dire que les perspectives d'emploi sont soit :

- favorables;
- acceptables;
- restreintes.

Pour arriver à établir un tel diagnostic sur chaque profession, Emploi-Québec commence par répartir l'emploi prévu par industrie, pour chacune des années de prévision, entre les diverses professions de chaque industrie. On parle donc ici de la demande de main-d'œuvre associée à l'expansion économique. Cela se fait à l'aide d'une matrice dynamique mesurant la part relative des diverses professions dans chaque industrie. Par la suite, l'agence estime la demande de main-d'œuvre que suscite le remplacement des personnes qui quittent la profession (pour en exercer une autre ou parce qu'elles se retirent du marché du travail). On obtient cette demande en mesurant les retraits nets de chaque profession selon l'âge, au cours des années

de prévision, à partir des données de l'EPA. Pour estimer la demande totale par profession, on additionne la demande provenant de la variation prévue du nombre d'emplois (demande associée à l'expansion économique) et la demande résultant du remplacement des personnes qui quitteront la profession.

Une fois la demande de main-d'œuvre estimée, Emploi-Québec procède à une estimation de l'offre de main-d'œuvre. Pour ce faire, elle calcule, pour l'année de référence (la dernière année pour laquelle les données annuelles sont disponibles), le taux de chômage de chaque profession, à l'aide des données de l'EPA et de celles du plus récent recensement.

Enfin, Emploi-Québec met en parallèle, pour chaque profession, la demande future de main-d'œuvre (qu'elle estime nulle ou négative, faible, modérée ou élevée, en fonction du ratio demande de main-d'œuvre de la profession/niveau d'emploi de la profession), avec l'offre de main-d'œuvre (qu'elle estime faible, modérée ou élevée).

Si l'estimation qualitative de la demande future de main-d'œuvre est supérieure à celle de l'offre de main-d'œuvre de l'année de référence, les perspectives d'emploi pour la profession reçoivent le diagnostic « favorables »; si elle est identique, les perspectives sont jugées « acceptables »; et si elle est inférieure, les perspectives sont « restreintes ».

Des perspectives d'emploi par profession (perspectives professionnelles) sont établies pour le Québec, pour les seize régions économiques qui le composent et pour les régions métropolitaines de recensement de Montréal et de Québec.

RÉFÉRENCES

CONFERENCE BOARD DU CANADA, *Prévisions à long terme, hiver 2012, compilation spéciale*.

EMPLOI-QUÉBEC, *Le marché du travail et l'emploi par industrie au Québec 2012-2016, mai 2012, 50 pages*.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2006-2056, édition 2009*.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *OECD StatExtracts*, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=LFS_D.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2009*.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA, *Classification nationale des professions 2006 – Description des professions, Ottawa, 2006*.

STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active, compilations spéciales*.

STATISTIQUE CANADA, *Guide de l'Enquête sur la population active 2011, 79 pages*.

STATISTIQUE CANADA, *Recensement 2006, compilations spéciales*.

STATISTIQUE CANADA, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, SCIAN Canada 2007, 2007, 829 pages*.



Emploi
Québec